

INITIATIVE DES VERTS, UN DANGER POUR L'AGRICULTURE SUISSE

par Jacques Nicolet, conseiller national, président de l'UDC Vaud

L'initiative "économie verte" vise la décroissance, son but étant de diviser par 3 la consommation des ressources d'ici 35 ans y compris dans le domaine de la production agricole. En effet ce texte vise non seulement un objectif irréaliste, mais il prévoit surtout des mesures restrictives, telles que des taxes et des prescriptions, déjà très nombreuses en Suisse, qui augmenteront considérablement le coût de la production agricole, coûts difficilement répercutables sur le prix de vente de nos produits agricoles.

Prétendre que l'introduction de labels et normes voulus par l'initiative "économie verte" profiterait à l'agriculture suisse est absolument faux. Nous produisons déjà de nombreux produits sous labels, avec des cahiers des charges stricts et des standards de productions nettement plus respectueux de l'environnement et du paysage que les pays voisins. Notre agriculture traditionnelle n'est en rien comparable à l'agriculture industrielle et intensive pratiquée dans d'autres pays, elle respecte déjà les normes "PER" – Prestations Ecologiques Requises – nous démarquant de façon exemplaire en matière de protection de l'environnement, du paysage et des sols. Cette agriculture de proximité et respectueuse, nous permet de garantir aux consommateurs des produits sains et de qualité, tout en sachant que nous faisons face aux coûts de production les plus élevés au monde.

Les prescriptions prévues par l'initiative des Verts complexifieraient la diversification de la production agricole suisse, avec un corset réglementaire très restrictif. L'initiative aurait surtout pour conséquence de diminuer la productivité et de renchérir les produits agricoles suisses. Notre production annuelle ne permettant de nourrir qu'un ménage sur deux, il est évident que nous ne pourrions pas améliorer notre taux d'auto-alimentation déjà trop faible, en imposant des normes qui diminueront la production de notre agriculture. Il faudra donc nécessairement importer plus pour répondre aux besoins nationaux, besoins en augmentation en raison de la croissance démographique de notre pays. Cette initiative se traduirait en réalité par une perte de diversité et une réduction de la part de produits suisses de qualité dans le panier de la ménagère.

Comment les Verts peuvent-ils imaginer renforcer la consommation de proximité avec une telle initiative ? Pour favoriser la consommation de proximité, il faut au contraire permettre aux producteurs de s'adapter et répondre efficacement aux besoins des consommateurs locaux. En imposant des prescriptions encore plus strictes, l'initiative des Verts ferait tout le contraire.

Enfin, pour que l'agriculture suisse ne se limite désormais pas qu'à entretenir le paysage, il faut lui permettre de continuer à répondre à son mandat constitutionnel primaire qui est d'assurer l'approvisionnement du pays en denrées alimentaires de qualité, garantissant aux consommateurs l'authenticité, le savoir-faire et la traçabilité de nos produits agricoles, tout ceci avec des méthodes respectueuses de l'environnement, déjà largement pratiquées en Suisse. C'est ainsi que l'on peut le mieux répondre aux besoins et attentes des consommateurs suisses.

Imposer des contraintes encore plus strictes n'est en rien une opportunité pour l'agriculture suisse. Ce serait au contraire un désastre pour la grande majorité de nos agriculteurs. **Je vous invite à rejeter massivement l'initiative "Économie Verte" le 25 septembre prochain.**